



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

8 janvier 2024

Une bonne résolution contre les guerres et la misère : en finir avec le capitalisme !

Pour faire genre « nouvelle année, nouvelle politique », Macron annonce le remaniement de son gouvernement... Nous ne pleurerons évidemment pas la Première ministre Élisabeth Borne, recordwoman des 49.3 : si elle devait prendre une retraite anticipée, nous n'oublierons pas qu'elle nous a obligés à trimer deux ans de plus en repoussant la nôtre. Mais si la tête de gondole change, les marchandises dans le rayon seront toujours aussi abjectes et révoltantes...

Leurs guerres, nos morts

La promesse de cette société capitaliste pour 2024, c'est toujours plus de guerres. Le rythme désespérant des morts se poursuit dans la bande de Gaza et en Cisjordanie : déjà plus de 30 000, et 100 000 blessés. Du sang, des larmes, la faim, les maladies, les décombres, la fuite encore et toujours pour le peuple palestinien, victime de l'État colonial israélien avec la bénédiction des grandes puissances. En Ukraine, la guerre redouble d'intensité ces dernières semaines, alors que les deux camps comptent déjà plus de 500 000 morts ou blessés. Les marchands d'armes sont assurés de passer une bonne année : en 2023, le cours de leurs actions s'est envolé et les carnets de commande débordent.

Leurs profits, nos galères

En décembre, les prix à la consommation ont repris une augmentation de 0,6 %, en premier lieu les produits alimentaires et l'habillement. Acheter de quoi se nourrir correctement, des chaussures et des vêtements chauds pour l'hiver, c'est compliqué pour beaucoup d'entre nous. Et pour toutes celles et ceux qui sont déjà tombés dans l'extrême misère, c'est la rue, le froid, la galère de la survie à l'ombre des lumières de ce monde consumériste : à Strasbourg, plus de 2 000 personnes dorment dans la rue cet hiver, un record dans la « capitale du marché de Noël et ses trois millions de visiteurs ». Nos salaires s'écrasent, leurs profits s'envolent : les entreprises du CAC 40 ont distribué 97 milliards de dividendes à leurs actionnaires en 2023. Autre genre de record...

Leur racisme, notre solidarité de classe

La loi « asile-immigration » concoctée et votée par toute la droite et l'extrême droite, de Darmanin à Le Pen, inscrit la « préférence nationale » dans le droit de ce pays.

Ce que les fachos et les racistes réclamaient depuis des années, Macron l'a fait. Celui qui en 2017 et en 2022 se prétendait un « barrage » à l'extrême droite, avec l'aval des dirigeants de la gauche institutionnelle et syndicale, lui a en fait ouvert les vannes.

Pour nous sauver de la noyade et repousser les offensives d'un milieu politique dirigeant de plus en plus réactionnaire, il n'y aura aucune bouée institutionnelle.

Ce ne sera ni le Conseil constitutionnel, ni une dissolution de l'Assemblée nationale, ni des élections qui nous permettront d'affirmer que les seuls étrangers sur cette terre, ce sont les patrons et les actionnaires. Ce seront nos luttes collectives de travailleurs, de travailleuses, de jeunes, de retraités, avec ou sans papiers, pour l'égalité des droits et l'ouverture des frontières.

À nous d'exaucer nos vœux !

Si nous souhaitons le meilleur pour cette année, celui-ci ne viendra que de nos mobilisations et de nos luttes.

Certains mettent déjà en pratique de bonnes résolutions. Les salariés du Mont Saint-Michel et du centre Georges-Pompidou sont en grève depuis fin décembre pour leurs salaires, des embauches et leurs conditions de travail. Exactement ce dont nous avons besoin tous et toutes. Meilleurs vœux de victoire à leurs grèves !

Soyons aussi de nouveau très nombreuses et nombreux à manifester notre solidarité de classe internationaliste : le week-end prochain en solidarité avec le peuple palestinien, et contre la loi Darmanin-Le Pen, dès le 14 janvier, et ce jusqu'à son retrait total !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

Mail : etincelle.hopitaux67@gmx.com. Site : <https://nouveau-partianticapitaliste.fr/>

Facebook : NPA l'Étincelle – Hôpitaux

 NPA_Strasbourg

Un gros paquet cadeau au pied du sapin

Le Plan Blanc qui s'est répandu sur tout le Bas-Rhin jusqu'à déborder au-delà de Colmar a également été l'occasion de sortir les nouveaux jouets. Le 22 décembre 2023, l'Unité Mobile flambant neuve des HUS a été mise en place devant les Urgences du NHC. L'objectif est de prendre en charge les patients en amont du Service des Urgences pour libérer les ambulances au plus tôt. Cette solution provisoire, demandée par les syndicats, n'a pas permis d'ouvrir des lits d'aval et n'a même pas été géré par le personnel hospitalier. Ce sont les pompiers qui ont assuré le fonctionnement de l'Unité Mobile. Saluons les collègues, dont la plupart sont volontaires, qui ont prêté main forte aux soignants !

Toutefois, il est triste de voir que même les syndicats ne sont pas capables de proposer des solutions pérennes pour sortir l'Hôpital de la crise. Pendant ce temps, la direction montre qu'elle agit pour « soulager » les soignants et les patients avec des bouts de rubans adhésifs... Attention, tout de même, les situations de crises ont eu une forte tendance à tirer en longueur... Toutes ces solutions initialement temporaires finissent par se pérenniser, nous devrions plutôt réellement chercher et nous battre collectivement pour des solutions à long terme.

2024 : vers un mouvement général sur les salaires ?

Débrayages sur les salaires dans les usines ArcelorMittal près de Dunkerque, grève des éboueurs de Colmar pour revendiquer des hausses de salaires, grève des salariés de Toyotomi à Onnaing... et la liste est encore longue : depuis un mois, partout, des salariés en colère se battent et revendiquent des augmentations de salaire.

Dans toutes les entreprises, le résultat des NAO est largement insuffisant et l'urgence est à une hausse générale d'au moins 400 à 500 euros par mois pour tous les salaires. Seule une mobilisation d'ensemble du monde du travail sera en mesure d'arracher à nos patrons une forte augmentation générale, à nous de tout mettre en œuvre pour que les grèves deviennent contagieuses et qu'elles se coordonnent le plus largement possible.

Lorsque l'hôpital ne se moque pas de la charité

L'hôpital Georges-Pompidou, situé dans le 15^e arrondissement de Paris, a appelé à « la générosité » du public pour permettre l'achat d'un scanner à comptage photonique, un dispositif d'imagerie perçu comme une petite révolution dans le milieu médical. « En cette fin d'année, nous faisons appel à votre générosité pour nous aider à (en) finaliser l'acquisition », écrit la direction de l'hôpital. Le procédé d'appel aux dons n'a rien de récent et plusieurs ont été lancés pendant la crise sanitaire pour soutenir le personnel soignant surmené et faire avancer la recherche pour la vaccination contre le coronavirus.

L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) dispose même d'une page dédiée sur son site Internet, où il est proposé à ceux qui le souhaitent de soutenir des causes prédéfinies comme « la recherche » ou « l'accès à la santé pour tous » ou alors de laisser l'AP-HP décider de l'affectation du don selon « les besoins prioritaires ». Par contre l'armée, dont le budget vient de connaître une augmentation record, ne fait pas appel à la générosité publique pour boucler ses fins de mois. Là, l'État prend l'argent dans nos poches sans nous demander notre avis et sans tendre sa sébile.

Les professionnels de santé contre la loi immigration

Dans une tribune transmise à l'Agence France-Presse, plus de 5 000 professionnels de santé et une cinquantaine d'organisations de soignants alertent sur les « conséquences sanitaires et sociales dramatiques » de la loi sur l'Immigration. Ils demandent à Macron de « retirer cette loi mortifère pour la santé publique ». Ils soulignent qu'elle aura des conséquences en particulier sur la santé « des plus vulnérables, les enfants », redoutant « une dégradation intolérable de la mortalité infantile, qui s'est déjà accrue depuis dix ans en France » du fait « des inégalités sociales notamment ». Selon eux ce texte est contraire à la Convention internationale des droits de l'enfant, citant la « limitation du regroupement familial », la « complication des démarches administratives nécessaires pour les mineurs isolés » ou la « limitation des hébergements d'urgence ». Une législation scélérate sous tous ses aspects.

Grande-Bretagne : le Service national de santé dans la tourmente

L'année 2024 débute dans une situation difficile pour le Service national de santé (NHS). Des dizaines de milliers de rendez-vous chez le médecin ont été annulés du fait d'une grève lancée par les junior doctors, ces jeunes médecins au statut comparable à celui des internes et qui sont 70 000 outre-Manche. Cette grève de six jours fait suite à des mois de mobilisation des junior doctors qui réclament des augmentations de salaire de 35 % étalées sur plusieurs années. Du fait de cette mobilisation, le mois de janvier 2024 pourrait être « l'un des pires débuts d'année » que le NHS a connu, a averti un directeur médical de l'institution, Stephen Powis. « Il est probable que plusieurs milliers de rendez-vous soient à nouveau annulés ou reprogrammés, en plus des 1,2 million de rendez-vous supprimés que nous avons déjà enregistrés depuis plus d'un an avec des périodes de grève », a-t-il précisé auprès du Guardian. De son côté, un dirigeant de l'Association médicale britannique, Robert Laurens a expliqué : « Nous avons des listes d'attente énormes parce que nous n'avons pas assez de médecins. La réponse n'est pas de réduire nos salaires et de nous faire fuir [...] La grève est la seule chose que ce gouvernement écoute. »